

DEPARTEMENT DE LA LOIRE
ARRONDISSEMENT DE MONTBRISON
COMMUNE DE MARINGES

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE 2024/10

REGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION :
VC N°49 « RUE DU MEUNIER »

**TRAVAUX DE BRANCHEMENT SOUTERRAIN POUR NOUVELLES
MAISONS**

Le maire de la commune de MARINGES,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route 1^{ère} et 2^{ème} partie et notamment l'article R 225 définissant les pouvoirs des Préfets, des Présidents de Conseil Général et des Maires,

Vu la loi 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions, modifiée et complétée par les lois 82.623 du 22 juillet 1982 et 83.8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de M. Médéric PION de l'entreprise CITEOS – 69134 DARDILLY en date du 11 avril 2024

Considérant que pour permettre l'exécution de branchement électrique de 2 nouvelles maisons et assurer la sécurité des ouvriers des entreprises ou des personnes chargées de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie communale n° 49 « Rue du Meunier », selon les dispositions suivantes :

ARRETE

ARTICLE 1 : Au droit du chantier, la circulation sera réglementée de la façon suivante :

La circulation sera interdite à tous les véhicules sur la voie communale n°49 « rue du Meunier ».

Le stationnement sera interdit au droit du chantier.

Cette réglementation sera applicable à compter du 13 mai et jusqu'au 31 mai 2024 inclus (Travaux sur 2 jours)

ARTICLE 2 : La déviation de la circulation se fera par la RD103.

ARTICLE 3 : Les conditions de la réglementation de la circulation, au droit du chantier, seront conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – huitième partie – signalisation temporaire).

ARTICLE 4 : La signalisation sera installée par l'entreprise CITEOS chargée des travaux et sous sa responsabilité.

L'entreprise CITEOS devra prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des riverains, des piétons, des automobilistes.

ARTICLE 5 : La durée d'application de cette réglementation pourra être prolongée de cinq jours, au maximum, en fonction de l'état d'avancement des travaux.

ARTICLE 6 : Dès la fin du chantier, l'entreprise CITEOS évacuera tous les décombres et remettra la voie publique dans son état initial. En cas de détérioration ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du bénéficiaire cité en article 1.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à
Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de CHAZELLES SUR LYON
Madame M. Médéric PION de l'entreprise CITEOS
Chargés, chacun en ce qui les concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à MARINGES,
Le 11 avril 2024

François DUMONT,
Maire de MARINGES

